



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 23 mai 2022 portant mise en demeure à la société BBC Cellpack Packaging (ex CFS Cellpack Packaging) de respecter les dispositions applicables à son installation d'Illfurth

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées à la société CFS une unité de façonnage du papier à Illfurth,

Vu la visite d'inspection du site du 7 avril 2022,

Vu le rapport du 12 avril 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que lors de la visite susvisée, il a été constaté qu'une partie des eaux d'extinction récupérées suite à l'incendie du 8 mars 2022 ne sont pas stockées sur rétention,

Considérant que ce constat constitue un non-respect des dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 susvisé modifié,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société BBC Cellpack Packaging (ex CFS Cellpack Packaging), désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 20 rue Burnkirch – BP29 – 68720 ILLFURTH, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Dans un délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 :

"[...]

d) *Capacités de rétention*

I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

** 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;*

** 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.*

"[...]"

Article 3 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.